



**European Committee
of the Regions**

ALLOCUTION DU PRESIDENT DU COMITE DES REGIONS, M. KARL-HEINZ LAMBERTZ

**«PROCHAIN CFP: DES FONCTIONS D'ALLOCATION, DE DISTRIBUTION ET DE
STABILISATION» – CONFERENCE DE HAUT NIVEAU DE LA PRESIDENCE BULGARE**

9 MARS 2018, PALAIS NATIONAL DE LA CULTURE, SOFIA

Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs les Ministres, chers Collègues, Mesdames et Messieurs,

Étant donné les contraintes de temps, j'irai droit au but en ce qui concerne les attentes des régions et des villes par rapport au prochain budget de l'Union européenne.

Certains d'entre vous viennent d'évoquer leur ambition pour l'avenir de l'Europe. J'y souscris pleinement, mais permettez-moi de vous rappeler que cette ambition ne pourra pas être réalisée sans moyens financiers. Le Comité européen des régions demande par conséquent que le prochain cadre financier pluriannuel (CFP) représente 1,3 % du RNB de l'UE-27.

À plusieurs reprises, le Conseil européen et la Commission ont ouvertement reconnu l'effet positif que la politique de cohésion a eu dans le passé et son potentiel pour l'avenir. En ce moment crucial pour l'Europe, alors que nous sommes également confrontés à la montée de l'euroscpticisme, nous devons faire preuve de cohérence dans nos choix.

C'est la raison pour laquelle l'alliance pour la cohésion (#CohesionAlliance) – soutenue par des gouvernements locaux et régionaux représentant plus de 80 % de la population européenne ainsi que par la société civile organisée et le secteur privé – souhaite que la politique de cohésion soit maintenue pour l'ensemble des régions européennes.

Sa valeur ajoutée européenne est claire: elle est source de convergence au sein du marché intérieur, elle propose un instrument contracyclique encourageant les investissements publics pour la croissance, notamment en période de crise, elle favorise la coopération territoriale et, surtout, elle fait l'objet d'une gestion partagée.

L'innovation, la politique industrielle, l'éducation et la formation, ou encore les politiques sociales et d'inclusion ne peuvent pas être gouvernées depuis Bruxelles. La politique de cohésion est le point de rencontre et de convergence des priorités européennes, nationales, régionales et locales.

Le budget de la cohésion est le budget des citoyens, au bénéfice des Européens dans les lieux mêmes où ils vivent.



**European Committee
of the Regions**

La proposition relative au prochain CFP sera présentée par la Commission européenne le 2 mai. À l'issue de la réunion des dirigeants européens qui s'est tenue le 23 février, M. Tusk a déclaré qu'un grand nombre d'États membres sont favorables à l'idée d'une augmentation du budget de l'Union et des fonds de la politique de cohésion. Il serait dans ce cas inconcevable que la Commission européenne fasse une proposition qui ne soit pas à la hauteur de ces ambitions. Il a pourtant été question de réduire les fonds de la politique de cohésion de 5 à 10 %.

Je vous rappelle que la promotion de la cohésion économique, sociale et territoriale est l'un des objectifs du traité. Nous attendons dès lors de la Commission qu'elle présente une proposition qui garantisse l'avenir de la politique de cohésion.

C'est pourquoi l'alliance pour la cohésion demande qu'un tiers du budget reste consacré à cette politique. Nous pouvons faire mieux et plus avec le même budget. Mais il est impossible de faire plus avec moins.

La politique de cohésion est une politique moderne qui s'attaque déjà aux nouveaux défis auxquels l'Europe est confrontée: migration, numérisation, changement climatique et sécurité.

Elle a été réformée en profondeur en 2014, et aucune autre politique européenne n'est si bien surveillée et contrôlée. Nous pouvons renforcer encore cette politique grâce à la simplification et à la différenciation, voire en resserrant le lien qui existe déjà entre la politique de cohésion et les réformes structurelles en raison de l'exigence de conditions ex ante.

Tout cela ne peut toutefois se faire qu'à condition que les compétences respectives de l'Union européenne et des régions continuent à être strictement respectées. Afin de préserver le projet européen, nous devons travailler ensemble à tous les niveaux. L'année dernière, les États membres réunis à Rome se sont engagés à assurer «la marge de manœuvre nécessaire aux différents niveaux [de gouvernement] pour renforcer le potentiel d'innovation et de croissance de l'Europe».

La cohésion est une condition préalable essentielle afin que les régions et les villes puissent mettre en œuvre les résultats du projet européen sur le terrain, pour les citoyens.

Je vous remercie de votre attention.

(665 mots)